

"FORCE OUVRIERE" par

Alain BERGOUNIOUX

Le Seuil 1975 (col. Politique) 256 pages



Dès le départ, l'auteur nous avertit qu'il s'agit d'un "livre d'Histoire" bâti à partir d'archives récentes et de témoignages d'acteurs. D'ailleurs, "l'unité de la C.G.T.-F.O. plus encore peut-être que pour les autres organisations syndicales, est dans son histoire"... "L'étude du syndicalisme de la C.G.T. - F.O. suppose la connaissance des courants de pensée de 1936 à 1939 dans la C.G.T. réunifiée". C'est pourquoi l'auteur fait débiter son étude en 1936 avec la réunification et consacre le tiers de l'ouvrage à la période 1936-1947 qui précède la naissance officielle de la C.G.T. - F.O.

AUX ORIGINES

De cette première partie de l'étude, retenons un certain nombre de faits.

Tout d'abord c'est dès la période de résistance, au lendemain même des accords du Perreux qui réunifiaient la C.G.T. pour la seconde fois que se manifestent les divergences de vues entre les ex-confédérés et les communistes. Témoin cette lettre de R. BOTHEREAU, qui sera par la suite Secrétaire Général de F.O., à Benoît Frachon : "... Ou je me trompe grandement ou bien je dois considérer que nous n'avons pas, dès le départ, envisagé sous le même angle, le pourquoi de notre unité... Je voudrais, car c'est important et presque capital, que tu saisisse ici nos différences de conception. D'un côté - du nôtre - travail de résistance et, dans le même temps, mais un peu en marge, et dans le double but de passer au présent et de préparer l'avenir, reconstruction confédérale. De l'autre côté - du vôtre - désir de reconstruire dans le but primordial de donner une base à la résistance". (déc. 1943 - p 24)

De 1943 à 1947 les divisions ne feront que s'accroître comme le montre A. BERGOUNIOUX dans les chapitres "Nouveaux et anciens problèmes" et "Les étapes d'une dégradation".

Mais il serait simpliste de considérer le bloc d'opposition aux communistes comme homogène. On le voit bien lors des "grèves sauvages" qui se déclenchent dans les années qui suivent la libération, et notamment lors de

la grève des postiers. A l'origine du déclenchement du conflit, qui se fait contre l'avis de la Fédération postale à direction communiste, on trouve les "Amis du combat syndical" comprenant à la fois des militants socialistes, de la gauche du parti, qui ne répugnent pas à user les propres armes des communistes pour "libérer le syndicalisme de l'emprise stalinienne" et des militants d'inspiration trotskyste. Mais l'on trouve aussi des militants d'inspiration "syndicaliste" de l'ancien syndicat des agents. Ce sont ces derniers qui constituèrent la majorité du "Comité National de Grève" et qui décidèrent de faire scission contre l'avis des militants socialistes et contre celui de la minorité confédérale, afin de constituer des syndicats autonomes.

Analysant les groupes "F.O." qui se forment à partir de septembre 1946, l'auteur note trois composantes : "les héritiers de la droite de l'ancienne C.G.T., partisans de la rupture avec les communistes et de la ferme défense des revendications ; les militants, qui, pour la plupart, sans être anarcho-syndicalistes ou syndicalistes-révolutionnaires se reconnaissent dans cette tradition rénovée ou non, appelant de leurs vœux une démocratie économique, partagés entre l'exigence de l'unité et le désir de créer une nouvelle centrale des possibles ; enfin les centristes autour de JOUHAUX et de BOTHEREAU, préconisant la stratégie de la reconquête de la C.G.T." (p 61).

Ces derniers s'efforcèrent jusqu'au bout d'éviter la scission. Dans "Force Ouvrière" du 21 août 1947 CAPOCI écrivait : "C'est à l'intérieur de la C.G.T. que nous devons lutter ; s'installer au dehors, c'est abandonner une lutte que l'on juge difficile et inégale. C'est également renforcer les positions personnelles de ceux qui n'ont pas sur tous les points, notre conception du syndicalisme" (pp 76-77)

Les 8 et 9 novembre 1947, lors de la conférence nationale des groupes "F.O.", JOUHAUX proclamait : "Jamais, en ce qui nous concerne, nous ne prendrons l'initiative de diviser les travailleurs". Et cependant, le 19 décembre la scission était consommée.

C'est qu'en fait entre temps, le déclenchement des grèves et leur durcissement rendit illusoirs les espoirs d'un "débat démocratique" dans l'organisation et en de nombreux lieux la cassure devint définitive entre membres des groupes "F.O." et majoritaires de la C.G.T., ce qui permet à Alain BERGOUNIOUX d'écrire "Affaire de circonstances, puisqu'on n'y décèle aucune volonté directrice ; on serait plus près de la vérité si on comprenait la scission de décembre 1947 comme une succession de ruptures" (p 87). G. LEFRANC avait, pour sa part écrit : "La scission fut imposée à des leaders qui ne la voulaient pas ou qui ne la voulaient pas encore, par des militants du rang qui ne concevaient même pas qu'on pût encore en reculer l'heure".(1)

LES DIFFICULTES DE LA MISE EN PLACE

Un des risques de départ c'est d'apparaître comme la "courroie de transmission" de la S.F.I.O. En effet, le gouvernement de R. SCHUMAN où Daniel MAYER est Ministre du Travail accorde à la nouvelle organisation une subvention de 40 millions de francs provenant des anciens fonds affectés à la Charte du Travail. Le reliquat de ces sommes devait être distribué aux organisations syndicales, mais la C.G.T. de 45 à 48 n'avait reçu que 10 millions et la C.F.T.C. 4. "Le caractère de soutien plus socialiste que gouvernemental, était peu discutable" constate à ce sujet A. BERGOUNIOUX.

(1) "Le mouvement syndical de la Libération aux événements de mai-juin 1968"
Payot 1969 p 65

"Au reste, il est certain qu'en dehors du précieux concours des ministres socialistes, les militants du parti formaient un milieu favorable : leur clientèle était en partie celle de F.O. Un socialiste aurait-il pu d'ailleurs concevoir un autre choix en 1948 ? L'interdiction, à quelque temps de là, faite par la S.F.I.O. d'appartenir à la C.G.T., ne dictait-elle pas le choix en faveur de F.O. puisque par ailleurs, trop de méfiance, trop de réticences, éloignaient un socialiste de la C.F.T.C." (p 96). Mais l'affirmation de "l'indépendance syndicale" amenèrent F.O. à nier toute affinité avec quelque parti que ce fut, et, "le temps aidant, les rapports S.F.I.O. - F.O. seront beaucoup plus lâches"... "Le groupe central demanda également au parti socialiste de suspendre la création des groupes socialistes d'entreprise qui furent, de fait, réorganisés en février 1948 afin d'éviter toute confusion et de permettre un essor purement syndical". (p 97)

Outre les désillusions causées par le passage à l'autonomie de la F.E.N. et le maintien dans la C.G.T. de la Fédération du Livre, la constitution de la nouvelle confédération fut compliquée par les problèmes posés par l'intégration des "Autonomes". Ceux-ci qui, comme les postiers, à la suite des grèves des années 1946-1947 avaient quitté prématurément la C.G.T. pour constituer des Comités d'action syndicalistes ne mettaient pas en cause la nécessité de se rassembler sous l'égide de "F.O.", mais leur volonté première était d'acquérir des positions fortes pour modeler la figure de la nouvelle "Confédération" (p 101) d'où des manoeuvres dans diverses professions afin de rassembler les troupes avant de donner l'adhésion à la centrale.

Les heurts entre "F.O." et "autonomes" furent parfois tels que ceux-ci refusèrent de s'intégrer dans la nouvelle confédération ; ce fut le cas dans la métallurgie parisienne.

Un autre "phénomène éclipse plus profondément les difficultés de la fusion. Dans de nombreuses entreprises ce furent les techniciens qui prirent l'initiative de constituer une action syndicale "F.O."... Le recrutement de F.O. s'est effectué surtout au sein de ces catégories ; et parmi les ouvriers les "mensuels" furent plus sensibles que les horaires aux thèmes de F.O. A Lyon, par exemple, la propagande de F.O. promettait aux techniciens un syndicat spécifique. Parallèlement F.O. apparut aux yeux des ouvriers comme un syndicat de techniciens ; leurs réticences en furent accrues". (p 102) Mais ces techniciens entendaient pouvoir défendre leurs intérêts catégoriels au sein de la centrale, d'où de difficiles et longues négociations pour trouver un schéma d'organisation leur donnant certaines satisfactions.

DE PLUS EN PLUS PRAGMATIQUE

Bien qu'affirmant son indépendance vis-à-vis des partis et refusant le cumul des mandats politiques et syndicaux, F.O. se situe dès sa naissance, dans l'optique de ce que l'on appelait alors la "troisième force" qui refuse à la fois le communisme et l'aventure gaulliste.

Mais cette situation peut-elle se maintenir à partir de 1965, lorsque le dialogue s'instaure entre la F.G.D.S. et le P.C. "La bipolarisation, en effet, occasionna la disparition des conditions politiques de la naissance de F.O. et demanda une difficile adaptation pour préserver l'unité de la confédération, construite autour de quelques principes. Elle ne provoque pas la rupture avec les socialistes - les contacts restent nombreux - mais avec le mouvement politique socialiste, plus exactement avec ses objectifs" (p 156).

Il est caractéristique que tout le mouvement de la "gauche nouvelle" se situe pour l'essentiel en dehors de F.O. pour des raisons sociologiques et idéologiques. "La C.G.T. - F.O. garde sa fidélité à la formule traditionnelle de la "troisième force" sans vouloir ou pouvoir être partie prenante, pour préserver son unité, dans la recherche d'une nouvelle convergence des mouvements socialistes" (p 157).

"Aujourd'hui, autant qu'on puisse en juger, la nouvelle génération de F.O. a gardé l'idée socialiste : mais elle est devenue, tout en conservant une forte fidélité aux libertés individuelles, de plus en plus pragmatique, trouvant son point d'appui essentiel dans l'économie ; surtout elle n'a plus à la différence de la C.G.T. et de la C.F.D.T., un programme politique d'ensemble susceptible d'être celui de la confédération". (p 160)

Pour préserver l'unité, "l'hostilité au communisme joue un rôle négatif essentiel" mais entraîne de graves conséquences qu'un militant dénonçait lors d'un Congrès en 1971 : "A partir d'une position juste contre toute emprise politique partisane, on aboutit à ne poser aucun des problèmes fondamentaux de structure de sociétés, qui sont des problèmes politiques... Ainsi, notre confédération apparaît aux yeux des travailleurs comme une organisation intégrée au système ayant, par peur du "communisme" perdu l'initiative d'un combat contre le capitalisme" (p 173).

N'ayant plus de programme politique d'ensemble, F.O. n'a-t-elle plus d'idéologie ? Sur ce point, A. BERGOUNIOUX est lui aussi pragmatique. Il envisage l'idéologie essentiellement par son rôle pratique, c'est-à-dire "le système de référence des militants dans la perspective de leur action", autrement dit, "un ensemble d'idées, d'attitudes, de comportements". Dans son avant-dernier chapitre il montre les diverses traditions que la C.G.T.-F.O. a recueilli : tradition du syndicalisme réformiste qui suivit la Commune et "se concrétise dans la Fédération du livre" avec KEUFER - tradition du syndicalisme révolutionnaire : "même vision des rapports entre le syndicalisme et la politique" - tradition du syndicalisme des mineurs", considérant l'Etat comme avant tout un arbitre, l'expression, non d'une classe, mais d'un rapport de classe". On pourrait d'ailleurs se demander (ce que ne fait pas l'auteur) si certaines de ces traditions, je pense à celle du syndicalisme révolutionnaire, ne se sont pas fortement appauvries au cours de la transmission et si sous les mêmes mots ne se cachent pas des réalités fort différentes ?

Cherchant à situer F.O. dans les courants idéologiques du syndicalisme français, A. BERGOUNIOUX, avec beaucoup de prudence note que "force est de reconnaître au principe de la C.G.T. - F.O., la mentalité du syndicalisme non marxiste d'inspiration proudhonienne" (p 211). Que faut-il entendre par là ? Pierre ANSART, un des meilleurs connaisseurs de la pensée de PROUDHON, indiquait qu'elle reflétait en quelque sorte, "un mixte d'idéologie petite bourgeoise et ouvrière". Selon A. BERGOUNIOUX, "il n'est pas difficile de voir que ce mélange, en des proportions diverses, caractérise l'histoire de la tradition syndicale qu'exprime actuellement la C.G.T. - F.O. : la présence de la classe ouvrière se manifestant d'ailleurs par des effets spécifiques, comme la valorisation du travail, un certain anti-intellectualisme - un souci prépondérant de répartition des biens économiques" (p 213).

RAISONS DE LA POLITIQUE DE PRESENCE

Pratique de la négociation collective, paritarisme et recherche d'influence au niveau politique, tels sont les 3 volets de la pratique réformiste de F.O.

Selon l'auteur, "une situation minoritaire comme celle de la C.G.T.-F.O. suppose, peu ou prou, la recherche de méthodes qui ne soient pas essentiellement fondées sur des rapports de force" (p 134). C'est certes l'une des explications ; mais il faudrait ajouter qu'il s'agit d'un syndicat minoritaire qui refuse l'unité d'action avec la confédération majoritaire, c'est-à-dire la C.G.T. Encore que cette unité refusée au niveau confédéral soit parfois acceptée au niveau fédéral.

Cette politique de présence qu'on appelle encore parfois "politique du tapis vert" ne s'explique-t-elle pas aussi par la composition sociologique de la centrale ? Etudiant l'importance des diverses fédérations, A. BERGOUNIOUX note la domination du tertiaire sur le secondaire, l'importance des catégories à emploi stable et notamment celle de la fonction publique. Mais il juge qu'il "serait toutefois hasardeux de tirer des implications trop tranchées, de déduire de la structure professionnelle de la C.G.T.-F.O. l'origine exclusive d'une pratique réformatrice." (p 229) Origine exclusive serait certes "hasardeux", mais une influence sur cette pratique n'est guère douteuse et on aurait aimé que l'auteur analyse de plus près les élections professionnelles, notamment dans la fonction publique, pour montrer que les succès les plus importants se situent dans les cadres A et B, ce qui peut aussi avoir une influence sur la pratique.

Enfin l'accent mis sur la politique de présence ne provient-il pas aussi de la grande réticence vis-à-vis des grèves, ce que BERGOUNIOUX appelle un "usage mesuré". Il aurait été intéressant d'étudier de façon plus précise ce problème et d'examiner les raisons des refus de participation, les pratiques en cas de participation... Dans l'ouvrage de Claude DURAND et Pierre DUBOIS qui a pour point de départ une enquête sur 123 grèves d'entreprise en 1971, il n'est question de F.O. que tout-à-fait exceptionnellement (2).

En tout cas ce que l'on peut dire c'est que le déroulement de la grève tel qu'il est conçu par F.O., ne cadre guère avec le déroulement habituel des grèves françaises du secteur privé. Voici l'exposition des différents moments d'une grève par la Fédération des transports F.O. : "D'abord négocier. Si la négociation réussit, pas de grève. Si la négociation échoue, étude des chances de succès de la grève ; déclenchement de la grève seulement si les chances de gagner sont élevées. Pour qu'une grève puisse être gagnée il faut d'abord que les buts en soient précis et limités, il faut ensuite que les personnels, appelés à la faire, soient vraiment convaincus de sa nécessité et de ses chances de victoire". Traitant de la grève dans un livre récent (3) A. BERGERON indique que les grèves de Typos qu'il organisa jadis à Belfort étaient toujours décidées par vote à bulletin secret et il ajoute : "Je demeure très attaché à cette méthode".

PRATIQUES DE LA POLITIQUE DE PRESENCE

A propos de la négociation collective à laquelle F.O. a toujours été très attaché, on pourrait se demander si l'on n'est pas passé d'une pratique à une théorie qui fige le système. Pour montrer ceci, on peut mettre en parallèle deux déclarations citées par A. BERGOUNIOUX dans deux chapitres différents de son ouvrage ; l'une est de P. TRIBIE au Congrès des Fonctionnaires en 1966 : "Les fonctionnaires estiment que la politique contractuelle atteint rapidement ses limites et ne saurait suffire à remettre en cause tous

(2) C. DURAND et P. DUBOIS "La grève" A. Colin (Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques) 1975 378 pages.

(3) André BERGERON "Lettre ouverte à un syndiqué" Albin Michel 1975 160 pages

les déséquilibres". L'autre est d'A. BERGERON en 1971 au Congrès Confédéral : "La politique contractuelle en facilitant la discussion permanente à travers la mise en contact des hommes appelés à négocier - souvent à s'affronter - en définitive à conclure, est un aspect de la démocratie... Le syndicalisme engagé dans l'action contractuelle pour défendre les intérêts permanents des travailleurs est un puissant contrepoids aux tendances oppressives secrétées par les Etats modernes..." Il n'est plus question de limites dans cette seconde déclaration : la négociation contractuelle semble suffire à tout et l'enthousiasme qu'on manifeste en face d'elle contraste singulièrement avec les réticences qu'on ressent face à la grève, alors que ce sont les deux faces d'un même problème, celui des moyens d'action pour obtenir satisfaction.

On retrouve les mêmes accents enthousiastes à propos du paritarisme : "Le paritarisme est un système vivant facilitant le contact et par conséquent la discussion syndicale d'employeurs et d'employés" (A. BERGERON) (p 139). Il aurait été intéressant d'analyser la participation de F.O. dans toute une série d'organismes paritaires, de comptabiliser les places de présidents obtenues, d'examiner les scrutins portant F.O. à la présidence... On aurait eu ainsi une vue plus claire de la pratique de ce paritarisme. Mais c'est évidemment une tâche difficile et l'on ne peut guère reprocher à Alain BERGOUNIOUX de ne pas l'avoir tentée.

Enfin, en ce qui concerne le troisième volet de cette politique de présence, c'est-à-dire la recherche d'influence au niveau politique, on en aura une vue presque caricaturale en lisant le livre d'André BERGERON "Lettre ouverte à un syndiqué" (4). Dans ce bref opuscule alors qu'il n'est nulle part question des rapports qu'il a pu avoir avec les responsables d'autres organisations syndicales, à 8 reprises, il nous parle de ses entrevues avec MM JEANNENEY - PLEVEN - CHIRAC - FONTANET - POMPIDOU - Edgar FAURE - GISCARD D'ESTAING... En outre, les avantages obtenus sont présentés comme le résultat de ces entrevues. Il faut lire notamment aux pages 60 et 61 l'entrevue de 1973 avec Edgar FAURE alors Ministre du Travail et qui selon A. BERGERON serait à l'origine des améliorations en matière de retraites complémentaires et de retraite de la Sécurité Sociale. On a vraiment l'impression que les rapports de forces ne jouent nullement, que les actions menées par la C.G.T. et la C.F.D.T. sur ces problèmes se situaient dans un autre monde et que seule la politique du tapis vert est efficace !!!

Le livre d'A. BERGOUNIOUX passe rapidement sur cet aspect des choses. Il traite plus longuement du problème de la diversité de F.O. étudiant l'évolution des diverses minorités qui sont plus ou moins la continuation des courants variés regroupés lors de la constitution de la centrale, mais souligne "l'équilibre interne où les minorités acceptent leur rôle" (p 173). Il décrit aussi les tentatives de rapprochement avec la C.F.D.T. qui furent définitivement compromises à partir de 1968.

Enfin, dans un bref chapitre qu'on aurait aimé plus détaillé il examine les effectifs, l'implantation et l'influence. Il n'aurait pas été très difficile ici d'apprécier l'influence d'une manière plus détaillée au niveau des secteurs et branches, notamment dans le secteur public et nationalisé. On reste un peu sur sa faim et il n'y a rien là de bien nouveau.

Malgré ces réserves de détail, il faut reconnaître que cet ouvrage d'Alain BERGOUNIOUX nous fournit la première base pour une étude en profondeur de F.O.

Michel BRANCIARD

(4) A. BERGERON op cit.

Ochr. Nov. 1975